

Assemblée départementale des communistes à Gerzat le 14 avril

Cyril Cineux, secrétaire départemental, ouvre la séance en présentant ses félicitations et remerciements aux militants pour leur travail dans la campagne des élections cantonales. Son allocution donne la trame du débat qui va suivre : bilan de ces élections, difficile constitution d'un groupe au Conseil Général, élections à venir, présidentielle et législatives, perspectives pour le Front de Gauche et le PCF.

Les résultats des élections cantonales

Ils offrent toutes les raisons de dresser un bilan très positif ; progression notable en nombre de voix et en pourcentage, entrée de la politique de gauche au Conseil Général. Il y a vraiment tout lieu de se réjouir et si beaucoup de satisfactions sont à retirer de la campagne, quelle sera la suite ? Nous n'avons pas encore, semble-t-il, appris à valoriser les bons résultats. Il faut insister sur un certain nombre de points, par exemple le caractère particulièrement intéressant d'une campagne marquée par l'engagement de syndicalistes, la réalisation de quelques adhésions au Parti, un début de reprise du travail politique dans les entreprises.

Plusieurs camarades développent le contenu de l'action dans quelques cantons qui peuvent servir d'exemple. Ainsi, à Billom, la discussion collective autour d'un programme, menée dans le respect et la tolérance, est venue s'opposer à la mise devant le fait accompli qui aurait pu accompagner une candidature. La droite étant éliminée au premier tour, le maintien du candidat FdG arrivé de peu en seconde position, a conduit à une campagne fraternelle débouchant sur la victoire finale. Les électeurs ont particulièrement apprécié qu'on ne décide pas à leur place. A Riom le PCF est redevenu la deuxième force de gauche, pesant désormais d'un poids bien supérieur à celui d'une simple force d'appoint alors qu'à Thiers nous avons montré qu'il n'y a pas de développement possible sans la clarté.

Constitution du groupe FdG au Conseil Général ; un « troisième tour » difficile

Se retrouver de 11 élus candidats du Front de Gauche à 5 seulement constituant le groupe au Conseil Général a été assez mal perçu chez les non communistes qui nous ont aidés, particulièrement les syndicalistes. Au Conseil Général il a manqué des « cœurs purs » dès la mise en place de l'exécutif et la constitution du groupe. C'est peut-être la conséquence de l'absence d'une démarche départementale lors de l'élaboration du programme des candidats. C'est plus sûrement, estiment plusieurs camarades, une évolution logique et prévisible de la part des élus qui n'ont pas rejoint sur ses options politiques le groupe FdG en train de se constituer.

En fait, et c'est encourageant, il n'y a pas eu de clivage politique. On retrouve bien la diversité des sensibilités parmi les 5 élus restant. La coupure s'est faite entre ceux qui sont entrés au Conseil Général pour y faire de la politique et ceux qui sont allés « à la mangeoire ». Le « petit » groupe FdG va faire de la politique de gauche et rendre visible son action. Il a été dit à propos des événements qui ont entouré sa constitution que le label FdG ne serait la propriété de personne. En fait, c'est faux ! Il appartient à ceux qui partagent ses valeurs, ses engagements et ses propositions.

Elections présidentielles

C'est tout d'abord la démarche de Pierre Laurent qui est source d'interrogations, voire d'inquiétudes. Pour plusieurs intervenants un secrétaire national n'a pas à donner sa position personnelle. Pour d'autres au contraire il a tout autant le droit de le faire que n'importe quel adhérent. Ce qui est gênant, c'est finalement que le premier secrétaire donne sa position avant qu'il y ait eu débat. Agir ainsi n'augure pas favorablement de la sérénité, ni même de la sincérité des débats à venir.

Des camarades ont un peu le sentiment de revenir à un accord de type programme commun qui dépossède les gens du débat citoyen. D'ailleurs le texte d'accord du FdG va-t-il au-delà d'un simple « copier-coller » du livre de Mélenchon ? Quant au choix d'un candidat, il y a vraiment besoin d'un débat portant sur des critères politiques. A cet égard une contradiction certaine apparaît entre le fait de faire confiance aux communistes et celui de donner l'impression que le choix est déjà fait.

Ce qui va se jouer dans ces élections, ce n'est pas seulement l'avenir du FdG, c'est celui du PCF. Sommes-nous vraiment en capacité de réunir les gens pour débattre avec eux de ce que sont les conditions du changement ? Est-ce qu'on fait avancer un choix de société ? L'enjeu est dans la nature du débat que nous allons être capables de porter. Nous ne pouvons pas dire aujourd'hui que nous partirons vaincus en 2012. La situation est totalement imprévisible à l'échéance d'un an. Il manque la présence auprès des gens sinon le FdG ne réussira pas plus à décoller que die Linke en Allemagne. Par rapport à cette insuffisance de présence sur le terrain, les camarades qui ont beaucoup donné pendant la campagne des cantonales s'étonnent quelque peu.

Faisant un parallèle avec les précédentes élections et le succès relatif de Besancenot, conseil est donné de « ne pas attaquer sur le côté fermé, sous peine d'être poussés en touche ». Comme quoi l'ouverture n'est pas le privilège du monde du ballon ovale ! Il nous faut travailler rapidement à la mise en œuvre du programme, en évitant de personnaliser les candidatures ? La question est quel est le meilleur candidat pour faire de la politique autrement et non quel est le meilleur candidat pour réaliser un bon score ? Quel est le meilleur candidat pour faire bouger la gauche ? Pour l'instant la direction nationale du PCF n'a pas donné les moyens d'effectuer le choix. Nous devons aller sur le fond et sortir de la discussion sur la moustache d'un candidat et le sourire de l'autre.

Législatives

Nous avons vraiment besoin d'un accord au sein du FdG pour la désignation des candidats. Il est temps de savoir : il y aurait déjà des ententes sur un certain nombre de circonscriptions. Il ne faut pas attendre pour discuter de ce que nous voulons porter. Nous devons très vite organiser des réunions de circonscription. Il faut bien mesurer que nous sommes dans un moment très grave impliquant de faire porter le combat sur les élections législatives, de proposer et de discuter.

Une telle analyse (mettre l'accent essentiellement sur les législatives) ne tient pas. L'élection présidentielle va tout préempter. Nous ne pouvons pas envisager les élections législatives comme une échappatoire à une présidentielle qui nous est très défavorable. Pour mener de front les deux élections, sachons formuler des propositions par rapport à l'utilisation de l'argent et ne restons pas sur le débat politique. Nous devons dire que c'est la société qu'il faut changer ! Il faut également savoir faire vivre tout un collectif et pas une candidature.

Il importera de partir assez tôt, de ne pas lâcher nos élus, de les faire travailler à montrer ensemble ce que nous, Front de Gauche, nous voulons. Il semble obligatoire d'avoir, en plus du programme national, des programmes spécifiques adaptés aux situations locales.

Quelles perspectives ?

Le taux élevé d'abstentions aux élections cantonales traduit tout le drame de la société française. Ce qui s'est passé avec la constitution du groupe FdG au Conseil Général ne va malheureusement pas réconcilier les électeurs avec la politique. Qu'est-ce que ça veut dire de traiter les électeurs FN de fascistes ? Ce n'est pas l'argument à utiliser pour les faire évoluer ! Nous entrons, après les cantonales, dans une autre séquence gravissime : les générations à venir vont vivre moins bien que les actuelles. Quelles perspectives d'espoir ?...Il n'est pas étonnant que les gens restent chez eux au lieu de voter. Il faut redonner de l'espoir ! Le FdG est-il cet espoir s'il continue tel qu'il est à présent ? Comment va-t-il évoluer pour être un outil efficace au service du développement humain ?

Il y a deux secteurs où agir. L'un est celui de l'expression avec la prise de toute notre place dans les luttes. A ce sujet le débat public « la souffrance au travail » du 10 mai revêt une grande importance. . L'autre domaine d'intervention est celui de la discussion interne. Il est nécessaire de faire réentendre la voix du FdG. Mais est-il perçu comme un outil de gouvernement ou seulement comme un outil de contestation ? Nous devons aller sur le fond, en lien avec le réel. Les questions de société demandent l'ouverture de grands chantiers. Enfin le débat se conclut sur la nécessité d'être offensifs par rapport aux questions de la paix.